

est de sauvegarder la valeur du dollar et il le fait aux dépens de l'individu canadien. Encore là, je suis d'avis que le ministre, ou le gouvernement, fait fausse route, et la leçon qu'il a reçue il y a deux semaines aurait dû lui servir. Comme on l'a vu, l'honorable ministre a été mal conseillé, puisqu'il n'a rien apporté de nouveau. Il s'acharne toujours à taxer le petit contribuable, le travailleur, celui qui participe effectivement au développement du pays.

Le gouvernement, pour équilibrer son budget et ainsi paraître moins mal aux yeux du public, n'a que deux possibilités: soit taxer le contribuable de plus en plus, soit restreindre les investissements publics.

Cela fait des années, monsieur le président, qu'on nous présente des solutions qui n'ont jamais rien réglé, et l'on s'acharne à continuer dans le même sens.

Au cours de son énoncé, le ministre nous a dit bien clairement qu'il avait déclaré, il y a déjà quelques jours, que les obligations qui écherront au cours de 1968 seront reconverties, c'est-à-dire qu'on échangera les vieilles obligations pour des nouvelles. Cela me fait un peu penser au temps de l'épidémie de la grippe espagnole, il y a plusieurs années, alors qu'on ne suffisait pas à enterrer les morts. Qu'est-ce qu'on faisait? On changeait les vieux cadavres pour des cadavres plus jeunes, et l'on s'imaginait ainsi régler la situation. C'est, en quelque sorte, la solution que le ministre des Finances nous propose: Échanger de vieilles obligations contre des plus jeunes. Alors, qu'est-ce qui se produit? Il en résulte que les obligations qui ont été vendues en 1959, peut-être à un taux d'intérêt de 4 p. 100, seront reconverties au cours de l'année et que le gouvernement sera obligé de payer un intérêt de 5, 5½ et 5½ p. 100. C'est une solution qui n'en est pas une, puisqu'elle contribuera peut-être à créer de nouveaux problèmes dans le système fiscal et dans l'administration du pays.

Le ministre semble chercher des façons de s'en sortir et ne pas y arriver. D'un peu partout, on lui offre des solutions. Mon préopinant en a offert une ou quelques-unes. Je voudrais dire tout de suite que je m'oppose aux suggestions du représentant du Nouveau parti démocratique. Il a proposé au ministre d'appliquer les recommandations du rapport Carter, c'est-à-dire de taxer les corporations plutôt que le contribuable ou le travailleur.

A première vue, cela semble une très bonne solution, quand on se place au niveau direct du travailleur ou de l'ouvrier; cependant, et peu de gens le réalisent, chaque sou payé en impôt par les corporations vient des poches des consommateurs. On sait très bien que lorsqu'on taxe l'industriel ou les corpora-

tions, ces impôts proviennent des poches des contribuables, et c'est encore le consommateur qui en acquitte les frais.

Le député du Nouveau parti démocratique a aussi suggéré d'exempter de l'impôt les obligations des gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux. Encore là, monsieur le président, ce serait encourager l'investissement public, alors que l'épargne doit plutôt se diriger vers l'entreprise privée.

On se plaint, avec raison, que les Américains «contrôlent» de 75 à 80 p. 100 de nos industries, de notre commerce, de nos affaires, et cet état de choses s'aggraverait si la proposition du porte-parole du Nouveau parti démocratique était adoptée. A mon sens, on devrait faire l'inverse et permettre à l'épargne de se diriger plutôt vers l'entreprise privée, afin de reprendre la mainmise sur nos industries, notre commerce et nos affaires.

C'est pour cette raison que le Ralliement créditiste, qui est tout à l'opposé du socialisme d'État, propose que la Banque du Canada finance sans intérêt tous les corps publics, c'est-à-dire les gouvernements fédéral et provinciaux, les municipalités et les commission scolaires...

M. Schreyer: C'est un socialisme de finance!

M. Laprise: Non, ce n'est pas un socialisme de finance.

De cette façon, monsieur le président, l'épargne serait orientée vers l'industrie et l'entreprise privée, et les Canadiens redeviendraient propriétaires de leur commerce, de leur industrie et de leurs affaires. Cela prendrait peut-être quelques années, monsieur le président, mais c'est la seule façon de redevenir maîtres chez nous, maîtres de notre destinée, sans être obligés de subir les influences étrangères.

Le ministre se demande toujours où trouver de l'argent. S'il croit devoir s'en tenir au bill C-193 tant qu'on ne lui aura pas suggéré d'autre proposition, je lui dirai que depuis longtemps, le Crédit social lui a offert une solution. Il nous dit qu'elle n'est pas bonne, mais il oublie de nous en soumettre une meilleure.

Il nous a prouvé, encore une fois cet après-midi, que le système capitaliste actuel est désuet. Nous ne lui suggérons pas de le remplacer complètement; nous lui disons simplement de le réformer, d'y mettre de l'ordre, parce que le système actuel manque d'ordre.

Si l'honorable ministre avait mis en pratique les suggestions que le Crédit social lui fait depuis de nombreuses années, il ne serait pas embêté pour équilibrer son budget et pour administrer les affaires de l'État, puisqu'il aurait suffisamment de revenus. Il aurait un pouvoir économique et financier suffisant pour administrer les affaires de l'État de